LES BLOGS LE FIGARO.fr

Patrick Saint-Paul
BLOG.LEFIGARO.FR/BERLIN
BERLIN-PARIS

Marc Landré
BLOG.LEFIGARO.FR/SOCIAL
LES DESSOUS DU SOCIAL

Royaume-Uni

Face à la montée de l'euroscepticisme britannique, les auteurs s'interrogent sur les conséquences qu'aurait pour le pays une sortie de l'Union européenne.

Son avenir passe par l'Europe

Tony Blair

L'ancien premier ministre craint un isolement de la Grande-Bretagne si elle quittait l'Union européenne.

Depuis des années, la question européenne perturbe la vie politique britannique et suscite des divisions. Aujourd'hui, des hommes politiques du parti au pouvoir sont ouvertement favorables à ce que le pays sorte de l'UE ou change radicalement sa relation avec elle – ce qui pourrait revenir à la même chose – avec l'appui de certains des dirigeants du pays et un soutien important dans l'opinion publique.

Cette résurgence de scepticisme et d'hostilité à l'égard de l'UE n'est pas difficile à comprendre. L'erreur de conception de l'euro – une union motivée par la politique mais qui s'est traduite exclusivement sur le plan économique – est devenue manifeste. Il faut rapidement procéder à des changements structuraux au sein de pays qui ont vu une chute brutale des taux d'intérêt lorsqu'ils ont rejoint le bloc de la monnaie unique dominé par l'Allemagne, cela dans un climat de crise et sans dévaluation possible.

L'Europe étant en crise, l'anti-européanisme a le vent en poupe. Mais diriger un pays ne consiste pas à s'en tenir à des considérations politiciennes à court terme. Il faut gérer la politique à court terme dans la poursuite d'un objectif à long terme.

En réalité, la construction européenne se justifie plus aujourd'hui qu'il y a 66 ans lorsque le projet a été lancé. Mais l'objectif n'est plus le même : ce n'est plus la paix, mais le pouvoir. La Chine a une population trois fois plus importante que celle de l'Europe et elle deviendra la première puissance économique mondiale. L'Inde compte plus de un milliard d'habitants, et la population de nombre d'autres pays (notamment la Russie, le Brésil, le Mexique, le Vietnam, les Philippines et l'Égypte) dépasse celle du pays le plus peuplé de l'UE (celle de l'Indonésie lui est trois fois supérieure).

C'est un élément crucial, car la technologie et le capital se déplaçant au niveau planétaire, un réalignement du PIB et des populations interviendra : plus un pays est peuplé, plus son économie est importante. Les États-Unis restent extraordinairement puissants, avec une armée qui est sans conteste la plus grande et la mieux équipée de la planète, mais ils ne pourront plus conserver longtemps leur statut de seule superpuissance.

Tel est le contexte général. En ce qui concerne l'UE, les pays membres, dont la Grande-Bretagne, ont besoin du poids des États-Unis pour assurer leur puissance en matière d'économie, de commerce, de défense et de politique étrangère, ainsi que pour faire face aux problèmes mondiaux tels que le réchauffement climatique. L'UE confère à la Grande-Bretagne un poids qu'elle n'aurait pas à elle toute seule.

> « Dans un monde dans lequel la Chine et l'Inde ont une population vingt fois supérieure à celle du Royaume-Uni, la Grande-Bretagne a besoin de l'UE pour défendre efficacement ses propres intérêts »

C'est aussi simple que cela : dans un monde dans lequel la Chine et l'Inde ont une population vingt fois supérieure à celle du Royaume-Uni, la Grande-Bretagne a besoin de l'UE pour défendre efficacement ses propres intérêts. Avec l'UE, nous comptons davantage, sans elle nous comptons moins. Si nous voulons participer à l'Europe, nous devons le faire en tant qu'Européens. Il faut pour cela que non seulement la Grande-Bretagne fasse sien les objectifs stratégiques de l'Europe, mais aussi qu'elle réalise qu'il est de son intérêt stratégique d'en faire partie.

Il ne suffit plus aux pro-Européens de proclamer que seuls des Anglais chauvins et bornés veulent abandonner l'UE, ou de prétendre que hors de l'UE, point de salut pour la Grande-Bretagne. Elle pourrait avoir un avenir hors de l'Europe. La question est de savoir si elle le doit – si quitter l'UE est dans son intérêt à long terme.

Si elle sortait de l'UE, la Grande-Bretagne serait confrontée à trois gros inconvénients.

Elle perdrait son rôle de leader sur la scène internationale. Il ne faut pas se bercer d'illusions à ce sujet. Il est chimérique de croire qu'elle établirait de nouvelles relations avec la Chine ou l'Inde. Aucun de ces pays ne subordonnera jamais sa relation avec l'Europe à sa relation avec une Grande-Bretagne hors de l'UE.

Sortir de l'UE l'exclurait du processus qui fixe les règles du marché unique. Les entreprises britanniques le savent, et il en est de même des multinationales qui se servent du Royaume-Uni comme d'une base européenne.

Enfin, la Grande-Bretagne perdrait des occasions de coopérer et de renforcer sa position sur des questions qui la préoccupent – par exemple le réchauffement climatique, les négociations commerciales, la politique étrangère et les conflits bilatéraux – à un moment où d'autres saisissent les opportunités qu'offre l'intégration régionale. De l'Association des nations du Sud-Est asiatique (600 millions d'habitants et le projet d'évoluer vers un marché unique) à l'Union africaine, en passant par le Marché commun de l'Amérique du Sud (Mercosur) et l'Union des nations sud-américaines, partout des pays se constituent en blocs régionaux. La Grande-Bretagne va-t-elle s'éloigner de celui dont elle est si proche ?

Soyons clairs au sujet de la renégociation des conditions de l'appartenance à l'UE. Si au cours des prochaines années la Grande-Bretagne s'intéresse avant tout à la manière de changer ses relations avec l'Europe, tout en négligeant ce qu'elle pourrait faire pour l'aider à redémarrer et à prospérer, ne nous trompons pas sur ce que va être l'état d'esprit et l'humeur de nos partenaires lors des prochaines négociations. La Grande-Bretagne ne doit pas suivre cette voie, à moins qu'elle ne veuille aller jusqu'à la rupture.

En 1946, quand l'Europe discutait des premiers pas timides vers l'intégration, Winston Churchill a fait un fameux discours appelant à la création des États-Unis d'Europe, car il estimait que c'était la route vers la paix après les horreurs de la guerre. Il souhaitait que l'entreprise réussisse, mais sans la Grande-Bretagne. Aussi l'Europe a-t-elle démarré sans elle.

Pourtant la Grande-Bretagne a passé les vingt années suivantes à essayer de s'y joindre ; et quand finalement elle y a réussi, une grande partie de la législation et de l'infrastructure institutionnelle était déjà inscrite dans le marbre. Je suis certain que si en 1946 nous avions pu prévoir l'avenir, nous aurions rejoint l'Europe dès le début.

La Grande-Bretagne ne joindra pas facilement son destin à celui de l'Europe. Mais il est absolument essentiel qu'elle le fasse pour rester une puissance mondiale, politiquement et économiquement. Ce serait une erreur politique monumentale que de tourner le dos à l'Europe, abandonnant alors une position cruciale en termes de puissance et d'influence au XXIe siècle.

(Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz)
Cet article est une version abrégée d'un discours sur l'Europe et le Royaume-Uni.
© Project-Syndicate

Restons flegmatiques !

Vincent Pertusot

L'auteur, responsable du bureau de l'Ifri* à Bruxelles, cherche à dédramatiser le débat autour de cette hypothèse, improbable selon lui.

DESSINS DOBRITZ

Les Britanniques prennent-ils la poudre d'escampette ? Cette impression est sans doute exagérée, bien que la question soit légitime. Aujourd'hui, la raison de ce débat est évidente : l'incertitude. Bouc émissaire tout choisi à la suite de négociations infructueuses sur le budget multiannuel de l'Union européenne, la Grande-Bretagne apparaît une nouvelle fois, alors que s'ouvre le Conseil européen dédié au projet d'union bancaire, comme un partenaire complexe.

C'est précisément ce que le rapport Heseltine – l'équivalent britannique du rapport Gallois – soulignait récemment. Son auteur explique que l'incertitude sur l'avenir du Royaume-Uni au sein de l'Union est source de préoccupation pour les entreprises britanniques mais également étrangères. À l'exception d'une minorité d'élus, tout le monde a bien conscience des énormes conséquences politiques et économiques qu'une sortie de l'Union engendrerait.

On distingue trois grands groupes : les eurosceptiques politiques, les eurosceptiques utilitaristes et les partisans du statu quo. Les premiers sont très minoritaires : on les trouve dans l'UKIP (Parti indépendant du Royaume-Uni), dans l'aile la plus radicale du Parti conservateur, et quelques groupes d'intérêt. Leur revendication est claire : victime de l'UE, responsable selon eux de la crise économique du pays, le Royaume-Uni se libérerait de son étau en en sortant. Le deuxième groupe est composé de ministres conservateurs – à commencer par le premier ministre David Cameron et le ministre des Affaires étrangères William Hague –, de la majorité des élus conservateurs et probablement d'une petite partie des travaillistes. Leur position consiste à dire que l'Union doit avancer, mais que les Britanniques ne veulent pas de cette intégration renforcée.

Le dernier groupe, composé des libéraux-démocrates et de la majorité des travaillistes derrière leur chef de file Ed Miliband, prône le statu quo, ni vers l'intégration ni vers le désengagement. Les deux derniers groupes partagent la ferme volonté de s'assurer que le renforcement de la zone euro n'affectera pas le fonctionnement du marché unique. Ils craignent en effet que celle-ci ne soit amenée à prendre des mesures nécessaires à sa cohésion, qui se révéleraient contraires aux intérêts britanniques. Pour les « continentaux », cette distribution du débat peut sembler favorable aux opposants au projet européen : ce sont bien les voix eurosceptiques qui prévalent.

Mais c'est oublier que les Britanniques ont toujours observé une attitude utilitariste à l'égard de l'UE : ils ne voient pas l'Union comme un projet politique, mais comme un arrangement économique. Aujourd'hui, alors que nous débattons des vertus d'une intégration renforcée, les Britanniques s'interrogent sur la pertinence de rester dans l'UE. Les données de départ sont complètement différentes.

Et cela peut devenir un réel problème. En politique, le poids des perceptions peut être décisif : les Britanniques donnent l'impression de s'intéresser de moins en moins à l'UE, et en retour leurs partenaires se désintéressent des positions britanniques. Vision partiellement erronée, mais non sans fondement. La crise de la zone euro constitue en réalité un tsunami potentiel pour l'économie britannique, mais les responsables britanniques ne veulent rien faire pour aider à la résoudre, si ce n'est encourager, et parfois de manière bien paternaliste, les dirigeants continentaux à prendre des « mesures fortes ».

> « Les Britanniques ne voient pas l'Union comme un projet politique, mais comme un arrangement économique »

Dans un contexte national où l'opinion et la presse cultivent le ressentiment à l'encontre de l'Union, cette forme d'isolement fait le miel des eurosceptiques. À trois ans des élections générales, ne peut-on pas anticiper un durcissement des positions des partis, avant tout pour contenter l'opinion publique, augurant d'une dynamique de sortie quasi inévitable ? Le risque reste peu probable. L'hypothèse d'un référendum sur l'UE se profile à l'horizon 2017-2018. Les conservateurs devraient l'intégrer à leur programme de campagne et les travaillistes pourraient en faire de même. La question posée sera essentielle : s'agira-t-il de rester ou de sortir, ou de rester avec des termes d'adhésion renégociés – encore faut-il le pouvoir – ou de sortir ? Nul ne sait.

Cette incertitude pèse sur les relations entre Britanniques et Européens. D'autant que le débat paraît chaotique et virulent contre l'Union : les occurrences répétées où le gouvernement britannique adopte une position d'obstruction – le pacte budgétaire en décembre dernier, le budget de l'UE pour la période 2014-2020, l'union bancaire – jouent en sa défaveur. Mais le débat ne fait vraiment que commencer : des campagnes se lancent pour défendre l'Union, parmi les groupes d'intérêt, au sein de la City et des associations d'entreprises, telle la Confederation of British Industry – une entente d'esprits qui n'existait pas concernant une éventuelle entrée dans l'euro. Les enjeux politiques se précisent également : les travaillistes vont tout faire pour pousser David Cameron à la faute sur l'Europe, quitte à flirter avec un léger euroscepticisme, comme ils l'ont récemment fait en s'alliant avec des élus conservateurs rebelles lors d'un vote non contraignant pour mettre en échec le gouvernement sur le budget de l'UE.

L'incertitude n'est donc pas prête à se dissiper. Il convient alors d'adopter le flegme des Britanniques quant à l'Union européenne : le *« Brexit »*** reste une hypothèse lointaine.

** Institut français des relations internationales.*
*** Expression utilisée pour désigner la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.*

LE GRAND JURY RTL LE FIGARO LCI
CARDINAL ANDRÉ VINGT-TROIS
ARCHEVÊQUE DE PARIS - PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE
Avec JÉRÔME CHAPUIS - RTL / JEAN-MICHEL SALVATOR - LE FIGARO / ERIC REVEL - LCI
RTL
DIMANCHE 23 DÉCEMBRE À 18H30